

Algérie et Union européenne

Défis avant les élections

RÉSUMÉ

L'Algérie est à la veille d'une élection cruciale pour son avenir en avril 2019. Le pays a certes mené des réformes constitutionnelles de façon à répondre au contexte des printemps arabes dans la région, mais la possibilité d'un cinquième mandat pour le Président Bouteflika reste l'incertitude cardinale qui plane sur le pays. Le président, affaibli par l'âge et une santé fragile, reste le ciment du système politique algérien après la terrible guerre civile des années 1990.

Dans ce contexte, l'équation algérienne reste complexe et trois inconnues (jeunesse, climat et migrations) peuvent façonner les perspectives de court et moyen termes. La jeunesse algérienne est nombreuse et son inclusion sur le marché du travail nécessite une croissance continue. Aujourd'hui, elle reste relativement désinvestie du système politique algérien et ses préférences restent méconnues. Le réchauffement climatique est une seconde inconnue: il aura des conséquences majeures sur le territoire et devrait pousser la population algérienne, mais aussi, plus largement, sahélienne, à rejoindre les villes côtières, nécessitant d'investir dans un urbanisme durable et des services publics adaptés. Enfin, les dynamiques démographiques, algériennes et en Algérie par le jeu des migrations, forment un défi important pour l'avenir.

Ces questionnements replacent l'Algérie dans son environnement régional où elle joue un rôle central à la fois dans le conflit au Sahara occidental, relativement à la Libye et au Sahel. L'Algérie est aussi un partenaire crucial dans la lutte contre le terrorisme international.

La situation économique du pays reste à surveiller: en effet, les variations des prix de l'énergie mettent l'économie algérienne sous tension. Les autorités algériennes affirment la nécessité de réformes mais ces dernières sont complexes à mener quand l'Etat fait face à des baisses de revenus.

L'Union européenne est le principal partenaire commercial de l'Algérie et l'Accord d'association offre un cadre pour l'approfondissement de ces relations. Récemment, les deux partenaires ont ouvert un débat sur les barrières tarifaires algériennes qui paraissent ne pas aller dans la bonne direction.



Contenu du briefing

- Les défis des réformes et de la stabilité
- Trois inconnues: la jeunesse, le climat, les migrations
- Les libertés publiques sous surveillance
- Un acteur régional important
- Un partenaire dans la lutte contre le terrorisme
- Une situation économique à surveiller
- Les relations avec l'Union européenne
- Le Parlement européen

EPRS | Service de recherche du Parlement européen
Direction générale des Politiques externes

Auteurs: Philippe Perchoc et Susana Mendonça

Service de recherche pour les députés & Département thématique des relations extérieures

PE 630.328 – décembre 2018

Les défis des réformes et de la stabilité

Le temps des incertitudes politiques

La préparation des élections présidentielles d'avril 2019

Le Président algérien Abdelaziz Bouteflika a été [élu](#) pour la première fois en 1999, puis en 2004, 2009 et 2014, conformément à la constitution qui n'a plus limité le nombre de mandats successifs entre 2008 et 2016. À l'issue de la guerre civile, cet ancien acteur de la guerre d'indépendance, très populaire et soutenu par l'armée, est apparu comme le possible [ciment](#) de la société algérienne. Il a été réélu pour la dernière fois en avril 2014 avec 81,5 % des voix. Le Président est chef de l'État, nomme le Premier ministre, joue un rôle central dans la politique étrangère et exerce la fonction de chef des armées. Après un accident vasculaire-cérébral en 2013, la réélection d'Abdelaziz Bouteflika fut compliquée par des questionnements sur sa santé et par des [contestations](#) de rue en 2014.

À l'issue des élections législatives du 4 mai 2017, certains médias pensaient que le Président Bouteflika [reconduirait](#) dans ses fonctions le Premier ministre Abdelmalek Sellal, en poste depuis 2012. Ce dernier a été remplacé par Abdelmadjid [Tebboune](#), un autre proche du Président, dans un contexte de perte d'influence pour le Front de Libération Nationale (FLN) toujours majoritaire dans les urnes. Ce gouvernement fut de courte durée, puisqu'un remaniement partiel a placé le 17 août 2017 Ahmed [Ouyahia](#) au poste de Premier ministre. Certains médias algériens [affirment](#) qu'Abdelmadjid Tebboune a été victime de sa volonté de lutter contre la corruption de certains cercles économiques. Jusque-là directeur de cabinet du Président, Ahmed Ouyahia occupe cette position pour la quatrième fois de sa carrière et préside aux destinées du Rassemblement National Démocratique, le second parti du Parlement.

En octobre 2018, une crise inédite a [secoué](#) le Parlement algérien: à la suite du renvoi du Secrétaire Général de l'Assemblée populaire nationale, Djamel Oud Abbès, le Président de l'Assemblée, Saïd Bouhadja, a essuyé les lourdes critiques d'une partie des députés de la majorité.

Ces derniers se sont organisés pour empêcher son accès à l'Assemblée et ont demandé sa démission, l'accusant de malversations. Le Premier ministre a aussi [demandé](#) le départ du Président de l'Assemblée, sans que ce dernier ne cède. Le 24 octobre 2018, l'élection d'un nouveau Président de l'Assemblée a été organisée, sans que Saïd Bouhadja ne reconnaisse son résultat, en [arguant](#) du fait que le règlement stipule que le Président est élu pour la durée de la législature. Mouad Bouchareb, le chef du groupe FNL de l'Assemblée, a été élu avec le soutien du RND. L'opposition a [boycotté](#) la séance.

Les réformes constitutionnelles

En 2016, le Parlement algérien a adopté une [réforme](#) constitutionnelle promise au printemps 2011 comme réponse aux « printemps arabes » qui ont secoué la région. Après cinq ans de discussions, elle a été votée à une large majorité par les deux chambres réunies en Congrès. La réforme réaffirme la séparation des pouvoirs, les élections libres et la lutte contre la corruption, tente de conforter l'indépendance de la justice et reconnaît le tamazight, langue berbère, comme langue officielle. Néanmoins, le texte a été [critiqué](#), notamment en raison de l'article 51 interdisant aux bi-nationaux



d'accéder aux plus hautes fonctions publiques et politiques. Par ailleurs, la réforme des services de sécurité opérée par le texte n'apparaît pas comme inaugurant un réel changement des pratiques.

Le Président, une figure de rassemblement

Le printemps 2018 a connu des moments forts de rassemblement national à la suite du tragique [accident](#) aérien du 11 avril 2018, faisant 257 morts, conduisant à trois jours de deuil national décrété par le Président Bouteflika.

Depuis son arrivée au pouvoir en 1999 et après la guerre civile des années 1990, le Président Bouteflika a toujours tenté d'incarner l'union nationale, évitant qu'une figure alternative n'apparaisse dans son entourage politique. Les remaniements ministériels sont des signes visibles de la prééminence présidentielle dans le système politique. La [nomination](#) d'un nouveau Premier ministre en mai 2017 en a apporté la preuve, après la [mise](#) à la retraite du général Mohamed Mediene et la disparition en 2016 du Département du Renseignement et de la Sécurité, principal pilier des services secrets, qu'il dirigea pendant 25 ans.

Il en fut de même en [août 2017](#) quand le Président changea de Premier ministre après moins de trois mois d'exercice du pouvoir pour nommer Ahmed Ouyahia qui fut déjà trois fois Premier ministre par le passé. En janvier 2018, le Président a [rappelé](#) publiquement son autorité sur le Premier ministre à propos des privatisations. Ce dernier a alors affirmé qu'il soutiendrait un éventuel cinquième mandat du Président.

Ce dernier se refuse à évoquer sa succession, ni à laisser émerger au sein du FLN ou de son gouvernement une figure qui pourrait lui faire de l'ombre. D'autant que le système politique algérien est aussi sous l'influence de l'armée et des services de sécurité dont il est difficile de définir le poids dans les équilibres actuels et futurs. De plus, il faut aussi prendre en compte le poids relatif des partis se revendiquant de l'Islam politique, comme le Rassemblement pour l'Espoir de l'Algérie qui soutient le gouvernement et forme un pôle conservateur dans la coalition, incarnant aussi pour le Président un contrepoids au pouvoir de l'armée. Certains [analystes](#) pensent que la politique fiscale favorable aux ménages en 2018 et le report des mesures de consolidation budgétaire après 2020 sont des signes d'une nouvelle [candidature](#) du Président actuel, tout comme ses apparitions publiques [récentes](#).

Néanmoins, il apparaît que la générosité pré-électorale ne puisse pas satisfaire toutes les revendications sociales, et que pour cette raison, tout comme en raison de la santé fragile du Président, la période pré-électorale reste incertaine. Dans ce contexte, le gouvernement veut aussi montrer qu'il s'engage dans la lutte contre la corruption. Ainsi, plusieurs officiers de haut rang dans la [police](#) et dans [l'armée](#) ont récemment été limogés, sur fond de lutte entre différents entours politiques. De plus, et malgré les critiques de l'inefficacité du système de santé, le gouvernement veut montrer qu'il prend toutes les mesures nécessaires à endiguer la récente [épidémie](#) de choléra qui a fait deux morts à la fin août, et touché plus de 60 personnes. Après les années de guerre civile, le pouvoir actuel a bâti sa légitimité sur la stabilité et sur les subventions accordées à l'ensemble des secteurs économiques. Ces deux facteurs expliquent pourquoi l'Algérie a été épargnée par les vagues issues des printemps arabes, même si les premières contestations ouvertes du pouvoir ont eu lieu en 2014.

Trois inconnues: la jeunesse, le climat, les migrations

Le poids considérable de la jeunesse

La conjonction entre la [diminution](#) des prix du pétrole en 2014, le manque d'investissements dans ce même secteur de l'énergie, l'augmentation de la consommation interne et la baisse importante des subventions de l'économie, tout comme le préoccupant chômage des jeunes, ajoute aux incertitudes politiques à venir. À cela, il faut encore ajouter les crises régionales desquelles l'Algérie est un acteur clef: en Libye, au Sahara occidental et dans le Sahel.

En effet, si les observateurs se questionnent sur le poids respectif du parti du pouvoir, des mouvements issus de [l'islam politique](#) ou de [l'armée](#), l'attitude de la jeunesse algérienne, nombreuse et qui peine à trouver sa place dans l'espace économique et politique, reste la grande inconnue des futurs développements politiques. La jeunesse apparaît aujourd'hui détachée du politique et s'abstient majoritairement lors des élections. En 2010, 65 % des Algériens avaient moins de 35 ans, contre 36 % des Allemands à titre de comparaison. L'importance numérique de cette jeunesse algérienne constitue un défi en termes d'éducation et de formation, mais aussi de soins, alors que le nombre d'enfants par femmes continue [d'augmenter](#) contrairement aux prévisions liées à la transition démographique.

De plus, cette situation nécessite une forte croissance annuelle de l'économie, de façon à pouvoir intégrer les nouvelles générations au marché du travail. Or, ce dernier semble grippé, et les opportunités d'embauche dans le secteur public, nécessairement limitées en raison du contexte économique, ne peuvent plus compenser ce manque. Aujourd'hui, le [chômage](#) s'établit à 11,1% (9 % chez les hommes, 19,5 % chez les femmes et enregistre une légère baisse à 26,4 % chez les jeunes).

Néanmoins, l'État fait des efforts conséquents en termes d'intégration des jeunes: l'Algérie est bien placée en termes d'indicateur de développement humain ([85/188](#)) et scolarise presque la totalité des jeunes en âge de l'être, tout en développant les allocations pour les écoliers et la construction de nouveaux établissements.

La sensibilité aiguë au réchauffement climatique

Si l'Algérie a connu des succès dans la lutte contre la pauvreté, cette dernière continue de placer environ 10 % de la population dans une situation [précaire](#), vivant principalement de l'économie informelle dans les grandes villes et de subventions de l'État. L'instabilité économique pourrait rendre réversible ces succès et encore précariser ces populations. D'autant que la géographie démographique de l'Algérie montre une grande concentration des populations le long de la Méditerranée. Le [changement climatique](#) – tout comme l'exploitation des nouvelles ressources énergétiques – en Algérie risque de pousser les populations à migrer vers la côte, sans que les infrastructures de cette dernière ne permettent de les accueillir et de leur fournir un emploi et des services publics. Par ailleurs, les quantités d'eaux douces diminueraient, tout comme les rendements agricoles. Une étude du Forum Euro-Méditerranéen des Instituts Économiques de [2018](#) souligne que, dans le bassin méditerranéen, les États du Sud et de l'Est souffriront le plus de la hausse des températures avec, notamment, une augmentation importante en quantité et en intensité des épisodes climatiques extrêmes.

Les considérations environnementales sont de plus en plus présentes dans l'espace politique algérien: là où les mouvements de contestations étaient traditionnellement circonscrits au nord du pays, depuis 2014, des mouvements se développent dans un sud considéré jusque-là comme plus calme, autour de l'exploitation des [gaz de schiste](#). Dans un contexte de baisse des revenus nationaux issus du pétrole et d'une croissance de la demande interne, l'exploitation de ces gaz par des compagnies internationales apparaissait comme une solution prometteuse, puisque les ressources sont très importantes. Mais les manifestants se sont inquiétés du manque de concertation, des risques environnementaux et surtout des prélèvements en eaux que nécessitent cette exploitation, dans une zone en stress hydrique.

Il apparaît donc que les facteurs climatiques et démographiques sont clefs dans le moyen terme pour la stabilité et le développement de l'Algérie.

Un pays d'émigration, d'immigration et de transit

L'Algérie reste un pays d'immigration selon [l'Organisation Mondiale des Migrations](#). Cette dernière souligne que cette migration, parfois illégale, est surtout le fait d'une jeunesse rurale en manque de perspectives économiques.

Les effets du réchauffement climatique, mais aussi des conflits dans le Sahel, ne conduisent pas seulement à de possibles migrations intra-algériennes, voire même à une [émigration](#) accrue de citoyens algériens face aux difficultés économiques. Elles poussent aussi les populations du Sahel à tenter de rejoindre l'Algérie, à travers ses frontières difficiles à contrôler en raison de leur étendue et de leur nature. Les ONG estiment aujourd'hui à 100 000 le nombre d'[immigrants](#) illégaux en Algérie, destination [plus sûre que la Libye](#). Pour la première fois, les autorités s'en sont saisies en [rappelant](#) que la protection de la souveraineté nationale était leur première priorité. Sur les réseaux sociaux et dans l'opinion publique, l'année 2017 a été marquée par une [campagne](#) anti-immigration souvent virulente. Il apparaît que depuis l'automne 2017, l'Algérie a [reconduit](#) 11 000 migrants subsahariens à la frontière désertique avec le Niger, dans des conditions humanitaires inquiétantes.

Ces migrants sont aujourd'hui dans une situation légale mais très précaire: participant à l'économie nationale, ils se voient parfois notifier un ordre d'expulsion rarement exécuté, malgré une hausse [médiatisée](#) des chiffres.

Les conditions socio-économiques de l'Algérie et de ses voisins du Sud pourraient conduire à renforcer son caractère de pays de transit. Le pays a récemment pris conscience de la nécessité de donner un statut à ces migrants, en ligne avec l'image de l'Algérie comme un pays luttant pour son émancipation et solidaire des autres pays africains. Le ministre de l'Intérieur a [annoncé](#) en juin 2018 des opérations de recensement ainsi que la possibilité de permis de séjour et de travail.

Les libertés publiques sous surveillance

Les libertés de réunion, d'association et la liberté d'expression sont toujours [restreintes](#). La liberté de réunion est très contrôlée, les manifestations sont interdites à Alger et ailleurs dans le pays, les forces de sécurité tendent à disperser les rassemblements. Les conditions de travail des journalistes sont rendues compliquées par un arsenal judiciaire qui les pousse à l'autocensure. Un certain nombre de médias sont par ailleurs interdits. Comme le souligne le rapport annuel de l'Union européenne sur les droits de l'homme en 2015, la liberté d'association [souffre](#) de restrictions, notamment dans l'enregistrement des associations. C'est particulièrement vrai dans le domaine syndical, sur lequel le Parlement européen a attiré l'attention en 2015 par une [résolution](#), en soulignant combien l'exercice de la contestation sociale face aux difficultés économiques de plus en plus grandes que rencontre l'Algérie était rendue difficile par les autorités.

Un acteur régional important

Une tradition d'indépendance

Traditionnellement, la diplomatie algérienne favorise les participations aux organisations internationales et régionales comme moyen de réguler la vie internationale. L'Algérie est membre des Nations Unies (ONU) et d'un certain nombre d'organisations régionales (Union africaine, Ligue arabe, Union du Maghreb Arabe, Union pour la Méditerranée) ou thématiques (Organisation de la coopération islamique ou Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole). En raison de son histoire, et pendant longtemps de son régime d'inspiration socialiste, l'Algérie reste un champion de la lutte pour l'émancipation et tient à renforcer cette image auprès de ses partenaires.

Récemment, l'Algérie a aussi montré son intérêt pour des relations plus suivies avec la [Russie](#), notamment dans le domaine de l'équipement militaire. Signe de ce rapprochement, la marine russe a fait [escale](#) en août 2018 en Algérie.

Les relations avec le Maghreb

Le Maroc

Les relations avec le Maroc sont traditionnellement marquées par les tensions, pour des raisons [historiques](#), aggravées par la guerre civile des années 1990 lors de laquelle Alger a accusé Rabat d'accueillir certains des groupes islamistes combattant en Algérie ou du conflit sur le [Sahara occidental](#), mais aussi plus largement d'une compétition pour un leadership diplomatique en Afrique. En raison de cette relation conflictuelle, la frontière entre l'Algérie et le Maroc reste fermée.

La question du Sahara occidental, dans laquelle l'Algérie appuie la partie Sahraouie, reste un obstacle important dans la normalisation des relations entre les deux partenaires. L'Algérie soutient la demande du Front Polisario d'un référendum d'auto-détermination face au projet d'autonomie proposé par le gouvernement marocain en 2007. L'ONU soutient la même position d'un nécessaire référendum, exprimée à travers les [positions](#) du Conseil de Sécurité. La relance du processus de paix depuis la nomination d'un nouvel envoyé spécial et les arrêts de décembre 2016 et de février 2018, concernant respectivement l'accord de libéralisation des produits agricoles et de la pêche et l'accord de partenariat [pêche](#), auxquels l'Union européenne doit se conformer, redonne de l'actualité à cette question sensible.

L'Union européenne [soutient](#) les réfugiés sahraouis depuis une vingtaine d'années à travers ses actions humanitaires. Environ 90 000 Sahraouis sont installés depuis 40 ans dans la zone de Tindouf, en Algérie, dans des conditions de grande précarité économique et climatique. Depuis 1993, l'Union européenne les a assistés avec 222 millions d'euros, et 9 millions d'euros pour l'année 2016. L'Organisme de Lutte Anti-Fraude (OLAF) européen avait révélé en 2015 que le gouvernement algérien taxait cette aide humanitaire accordée par l'Union européenne. En réponse à une question parlementaire écrite de 2016, la Commission a [assuré](#) que les autorités algériennes avaient donné instruction de ne plus prélever la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur les denrées humanitaires.

La Tunisie

En comparaison, les relations avec la Tunisie sont beaucoup plus développées, dans le domaine économique, mais aussi dans le domaine de la sécurité et du renseignement quand les deux pays doivent faire face à l'instabilité libyenne.

L'Algérie et la Tunisie travaillent aussi au développement de la coopération dans les domaines de l'éducation, de l'enseignement et du patrimoine, mais aussi à la fluidification des échanges de biens et de personnes à la frontière.

La Libye

Alger était [hostile](#) à l'intervention militaire de 2011. La situation libyenne inquiète les autorités algériennes qui ont renforcé leur présence militaire à la frontière, notamment après des attentats meurtriers en 2013 à [Tiguentourine](#). L'Algérie multiplie les initiatives pour un règlement du conflit.

Elle s'est [félicitée](#) des progrès issus de la réunion de Paris, le 29 mai 2018, qui a mis autour de la table pour la première fois les quatre acteurs libyens majeurs du conflit dans la perspective d'organiser des élections à l'automne 2018.

Par ailleurs, les deux pays se sont mis d'accord en janvier 2018 sur [l'exploitation](#) des gisements frontaliers d'hydrocarbure, gisements qui étaient source de tensions bilatérales depuis presque deux décennies.

Néanmoins, l'instabilité libyenne [menace](#) cette embellie diplomatique: le général Haftar, qui contrôle l'est du pays, a menacé récemment de marcher sur Tripoli, et a aussi menacé de porter ses troupes à l'ouest sur la frontière algérienne en dénonçant une incursion des troupes algériennes en Libye. Alger s'est défendue d'une telle intervention, en raison de sa politique stricte de respect des frontières, même si elle entretient une force de 30 à 40 000 hommes sur sa frontière orientale.

Le Sahel

L'Algérie se fait, dans ses relations avec ses voisins, la promotrice du cadre multilatéral. Pour cette raison, elle s'est [émue](#) de l'intervention de la France au Mali (opérations Serval puis Barkane depuis janvier 2013). Alger reconnaît qu'il faut stabiliser la région et lutter contre les groupes islamistes, mais est réticente à l'idée de voir des puissances occidentales s'y installer et rendre encore un peu plus compliquée la gestion de sa propre frontière. De plus, l'Algérie n'engage traditionnellement pas ses troupes en dehors de ses frontières et les initiatives comme le Comité d'État-Major Conjoint (CEMOC), créé en 2010 avec ses voisins du Sud, sont restées lettres mortes. Néanmoins, l'Algérie participe à la formation des forces spéciales du Niger et du Mali pour contrer les menaces terroristes.

En 2014 s'est constitué le G5-Sahel (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad), appuyé par la France dans sa lutte contre les groupes djihadistes. Alger est régulièrement informée et coopère de façon pragmatique à travers ses services de sécurité très efficaces. Elle reste un partenaire essentiel pour l'Union européenne et les États-Unis dans cette région, mais peine à trouver un rôle de leader. Néanmoins, le poids militaire et sécuritaire de l'Algérie laisse [présager](#) une nécessaire association d'Alger au règlement de la question sahélienne, quand bien même le pays reste pour le moment [éloigné](#) du G5 Sahel. En effet, l'Algérie [milite](#) pour que le groupe soit sous les auspices de l'Union africaine, à laquelle la France ne participe pas.

Néanmoins, les [médias](#) algériens affirment qu'Alger a fourni une importante aide d'environ 85 millions d'euros pour soutenir les pays de la région, les équiper et former leurs forces spéciales.

Un partenaire dans la lutte contre le terrorisme

L'Algérie est un partenaire essentiel de l'Union européenne et des États-Unis dans la lutte contre le terrorisme, dans la région, mais aussi globalement.

L'Union européenne reconnaît que l'Algérie a développé son expertise et ses moyens d'action de façon considérable, luttant contre les menaces terroristes et contre le crime organisé. Le rôle positif de l'Algérie dans le contexte des crises sécuritaires en Libye et au Mali est reconnu dans les priorités [agrées](#) en mars 2017 entre l'Union européenne et l'Algérie (Conseil d'association, priorités conjointes, partie « Stratégie et dialogue en matière de sécurité »). Le texte indique que l'Union européenne et l'Algérie décident de renforcer leur dialogue afin de développer un « Partenariat pour la paix et la sécurité ». Un volet contre-terrorisme figure dans le dialogue politique que l'Union mène avec l'Algérie, mais un plan d'action contre le terrorisme avec des mesures concrètes serait nécessaire, sur le modèle de ceux existant avec d'autres pays de la région. Par ailleurs l'Union européenne a déployé un expert en sécurité et contre-terrorisme dans sa délégation en Algérie (comme dans une douzaine d'autres délégations en Afrique et au Moyen-Orient).

Localement, plusieurs groupes comme le GSPC (Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat) – rebaptisé AQMI (al-Qaïda au Maghreb islamique) en 2007 –, ou le MUJAO, continuent d'opérer de manière irrégulière sur le territoire algérien (à Constantine, assassinat d'un policier le 28 octobre 2016 et tentative d'attentat dans un commissariat le 26 février 2017).

En janvier 2013, l'attentat terroriste sur le site gazier de Tinguentourine (67 morts dont 37 étrangers), réalisé par un commando venu de Libye et composé de terroristes de différentes nationalités, a rappelé de manière tragique que le phénomène du terrorisme avait pris une dimension régionale. Une branche d'AQMI a par ailleurs quitté l'organisation pour prêter allégeance à Dae'sh/ISIL en septembre 2014 et se fait appeler Jound Al-Khilafa. Les principaux membres du groupe ont depuis été arrêtés ou éliminés par l'armée algérienne.

Depuis 2017, l'Union européenne et l'Algérie ont développé un dialogue de haut niveau sur la sécurité et la lutte contre le terrorisme, dont la première rencontre informelle s'est déroulée à Bruxelles le 19 octobre 2017.

Une situation économique à surveiller

Une des grandes économies africaines

L'Algérie est classée par la [Banque Mondiale](#) dans la catégorie des pays à revenus moyens supérieurs. Avec un PIB global d'environ 170 milliards de dollars en 2017, le pays figure au 53ème rang des économies mondiales en 2016 et 2017, perdant quatre places par rapport à 2015 (49ème). Elle est la quatrième économie du continent africain, après le Nigéria, à la 30ème place, l'Afrique du Sud à la 32ème place et l'Égypte à la 44ème place ¹. Avec le redressement des prix du pétrole en 2017 et début 2018, le PIB/habitant (4 123 dollars en 2017) est reparti à la hausse.

En raison de ses richesses en pétrole et surtout en gaz, le modèle économique du pays repose largement sur l'exportation d'hydrocarbures qui assure au pays des revenus considérables, l'autorise à recourir à la dépense publique et lui permet de soutenir certains secteurs (les produits de base, l'éducation, l'habitation et la santé).

Les principaux partenaires commerciaux de l'Algérie

Origine des importations				Destination des exportations				Partenaires commerciaux			
#	Origine	€ millions	%	#	Destination	€ millions	%	#	Partenaires	€ millions	Balance
1	UE 28	17 293	43,7	1	UE 28	17 910	58,9	1	UE 28	35 203	+ 617
2	Chine	7 214	18,2	2	États-Unis	2 870	9,4	2	Chine	7 822	- 6 605
3	États-Unis	1 548	3,9	3	Brésil	1 898	6,2	3	États-Unis	4 418	+ 1 322
4	Turquie	1 741	4,4	4	Turquie	1 211	4,0	4	Brésil	3 098	+ 698
5	Corée du Sud	1 452	3,7	5	Corée du Sud	774	2,5	5	Turquie	2 952	- 530
Importations (total) :		39 598		Exportations (total) :		30 426		Balance commerciale :		- 9 172	

Source : Commission européenne, [DG Commerce](#), 2018.

Le poids des hydrocarbures

Selon le [World Oil Outlook 2017](#) de l'OPEP, le pays est classé parmi les dix premiers producteurs d'hydrocarbures au monde et quatrième producteur de gaz au sein de l'OPEP, après l'Iran, le Qatar et l'Arabie Saoudite. Toujours selon l'OPEP, l'Algérie se classe également parmi les dix premiers pays par les réserves de gaz de schiste qu'il n'a pas renoncé à exploiter pour compenser la baisse du pétrole conventionnel, en dépit de l'opposition des habitants du sud du pays. En mars 2018, la presse se faisait l'écho du démarrage de l'exploitation du champ de gaz non conventionnel de Timimoun, suite à un contrat signé entre la Sonatrach, Total et Cepsa. D'autres projets pour consolider la production de gaz conventionnel et relâché l'exploitation des réserves de gaz de schiste ont aussi été mentionnés par la presse.

Les hydrocarbures [représentent](#) 30 % du PIB, 60 % des revenus et 95 % des exportations du pays. Le niveau de dépendance a légèrement baissé puisque les taux étaient respectivement de 36 %, 69 % et 98 % du PIB en moyenne sur la période 2002-2014, mais il reste, néanmoins, encore très élevé.

Avec la hausse du [prix](#) des hydrocarbures au cours des années 2000, ce choix s'est avéré gagnant et a généré des rentrées colossales, de l'ordre de 750 milliards de dollars entre 1999 et 2014. Mais depuis mi-2014, la chute des prix du baril qui passe brutalement de 125 à 50-60 dollars en un an, a provoqué une crise qui remet en cause le modèle économique de l'Algérie. La chute des cours a généré une perte de 70 % de ses revenus pétroliers en moins de deux ans et, la situation économique

montre des signes préoccupants de détérioration des équilibres macroéconomiques – les réserves de l'État fondent et le déficit public se creuse tout en restant raisonnable (20 % environ du PIB) – qui perdurent en 2016 malgré une croissance honorable de [3,8 %](#). Si les réserves de change restent importantes, le Fonds de régulation des Recettes (FRR), estimé par le Fonds Monétaire International (FMI) à 40 % du PIB avant 2014 et qui a servi à financer la dette publique, est presque à sec.

C'est pourquoi l'Algérie a fortement contribué à l'[accord de l'OPEP](#), intervenu à Alger en septembre 2016, en vue de limiter la production. Si cette mesure a effectivement fait remonter les cours du pétrole et généré une hausse des exportations d'hydrocarbures de 15 % lors des 11 premiers mois de 2017 par rapport à 2016, les cours restent cependant en-deçà du point d'équilibre pour les finances publiques algériennes.

En 2016, le Conseil des Ministres a adopté un « [Nouveau Modèle de Croissance Économique](#) », fortement soutenu par le Président Bouteflika, qui fixe des objectifs ambitieux de transformer structurellement et diversifier l'économie, pour atteindre une croissance soutenue du PIB hors hydrocarbures de 6,5 % par an entre 2020 et 2030. La première phase (2016-2019) devait être consacrée au décollage, la deuxième phase (2020-2025) à la transition, et la troisième (2026-2030) à la stabilisation. Le gouvernement a augmenté les taxes sur l'électricité et le fuel en 2016 et a rehaussé la TVA de 2 % en 2017 sur un grand nombre de produits. Mais il a renoncé à la [réduction](#) des subventions directes, particulièrement dans l'éducation, la santé et les logements sociaux. Poursuivant une politique monétaire restrictive, la banque d'Algérie a laissé le dinar perdre 20 % de sa valeur dans le courant de l'année 2016. Cette mesure a entraîné une poussée de l'inflation qui a atteint 7 % en début d'année 2017.

Conformément à ses objectifs de réduction du déficit public, le gouvernement algérien a fait preuve de courage avec la [loi de finance de 2017](#). Pour limiter à moyen terme le déficit public et le déficit de la balance commerciale – qui reste la priorité absolue du gouvernement sur les trois ans à venir – la loi de finances prévoyait la baisse des investissements, des importations et s'engageait à rechercher de nouveaux financements, notamment pour les collectivités territoriales. Toutes les dotations budgétaires étaient réduites, à l'exception du budget de la défense, maintenu à 6 % du PIB. C'est également pour atténuer le déficit que des mesures de [réduction des importations](#) de nombreux produits ont été prises en 2016 et renforcées en 2017.

La [réalité](#) aujourd'hui est loin des objectifs fixés et la récente remontée des prix du pétrole n'a pas poussé le gouvernement à poursuivre les mesures courageuses pour une croissance durable.

Les relations avec l'Union européenne

L'Union européenne est le principal partenaire commercial de l'Algérie (bien que les exportations européennes soient en régression depuis 2015²) et absorbe presque 60 % de ses exportations. Selon la [Commission européenne](#), en 2017, l'Algérie est le 20^{ème} fournisseur de l'UE et son 24^{ème} client. Néanmoins, le commerce entre l'UE et l'Algérie ne représente que 1 % du total du commerce extérieur de l'Union.

Le commerce bilatéral entre les deux partenaires repose principalement sur les exportations algériennes de produits pétroliers et de gaz. L'Algérie est le [troisième](#) fournisseur de gaz naturel de l'UE, après la Russie et la Norvège. Selon les chiffres de 2017, les carburants et produits miniers représentent plus de 95 % des exportations de l'Algérie vers l'UE contre 2,9 % et 0,6 % pour les produits chimiques et agricoles respectivement. Les exportations de l'UE vers l'Algérie consistent pour 86,9 % en produits industriels et de transport, et pour 12,9 %, en produits agricoles.

L'Union européenne est cependant fortement concurrencée par l'Asie comme fournisseur de l'Algérie, notamment la Chine et plus récemment la Corée du Sud, et dans une moindre mesure par la Turquie. Le volume des échanges baisse avec l'UE alors qu'il augmente avec la Chine et la Turquie.

La balance commerciale longtemps déficitaire pour l'UE en raison du cours élevé du pétrole est devenue favorable en 2015 pour se stabiliser quasiment à l'équilibre en 2017. Selon les données de la Commission, le taux de couverture des importations par les exportations est passé à 102 % en

2017 contre 124 % en 2016 et le solde de la [balance commerciale](#) s'est stabilisé à 0,3 milliards de dollars. Cependant, la balance des services est clairement plus favorable à l'UE, enregistrant un solde croissant qui est passé de 1,9 milliard de dollars en 2015 à 2,1 milliard en 2016.

Les stock d'[investissements](#) directs européens en Algérie sont estimés à 14,6 milliards d'euros, selon les dernières données disponible pour 2016, et représentent presque 50 % des investissements directs étrangers dans ce pays.³

La relation commerciale entre l'Union européenne et l'Algérie, marquée par la difficulté de la partie algérienne à respecter ses engagements, est forte mais [conflictuelle](#). Le volet commercial de l'[Accord d'association](#)⁴ vise à la réalisation graduelle d'une zone de libre-échange de biens et de services, avec un accès préférentiel pour les produits agricoles, et fixe, pour cela, le démantèlement tarifaire des importations de l'Algérie en provenance de l'UE qui devait s'étaler sur une période de 12 ans à partir de septembre 2005.

Ce potentiel reste à réaliser, l'Algérie introduisant depuis 2015, régulièrement, et unilatéralement, des [restrictions au commerce](#), touchant aussi l'UE, sans information préalable. Ces mesures ont principalement consisté dans l'introduction de licences d'importation non-automatiques pour certains produits tels que les voitures, le ciment et les ronds à béton jusqu'à fin décembre 2017.

À partir de 2018, les licences d'importation ont été réduites pour ne plus concerner que les voitures, mais de nouvelles mesures ont été introduites, comme mentionné dans le « [Rapport sur l'état des relations UE-Algérie dans le cadre de la PEV rénovée](#) » d'avril 2018, incluant la suspension à l'importation de 45 familles de produits (851 positions tarifaires), l'augmentation des droits de douane à 30 % et 60 % pour 32 familles de produits finis (129 positions tarifaires) et la demande d'un document officiel attestant la commercialisation des produits importés fournis par le pays de provenance et/ou d'origine. Ces mesures s'ajoutent à l'obligation pour les importateurs de placer auprès d'une banque 120 % de la valeur de l'importation au moins 30 jours avant la livraison des biens pour obtenir une lettre de crédit, qui reste en vigueur.

Déjà dans son [rapport sur les obstacles au commerce et à l'investissement du 1er janvier 2016 - 31 décembre 2016](#), la Commission européenne dénonçait les licences d'importation ainsi que la politique de localisation industrielle introduite par la loi de finances de 2015 qui vise, à partir de 2016, à instaurer un crédit à la consommation horizontal pour l'achat de produits fabriqués ou assemblés en Algérie. La Commission fait de même dans son [rapport sur les obstacles au commerce et à l'investissement du 1 janvier 2017 - 31 décembre 2017](#), publié en juin 2018, qui avertit les entreprises de l'UE de l'introduction d'un nouveau régime encore plus restrictive à l'égard des importations dans l'Algérie.

Dans ce contexte, l'Union européenne, et notamment la Commission européenne, entendent saisir toutes les occasions pour améliorer la situation et la rendre conforme aux accords en vigueur. Lors de la 10^{ème} réunion du Conseil d'association UE-Algérie en mars 2017, l'Union a rappelé l'importance de veiller au respect de l'Accord d'association.

Le Parlement européen

En 2015, le Parlement européen a adopté une [résolution](#) sur l'incarcération de militants des droits de l'homme et des travailleurs en Algérie. Il s'est déclaré préoccupé par l'arrestation et la détention de militants pour le droit au travail, détenus alors que leurs activités sont pleinement autorisées par le droit algérien et qu'elles sont conformes aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme que l'Algérie a ratifiés.

Récemment, les relations entre le Parlement européen et l'Assemblée Populaire Nationale se sont renforcées. En 2016 et en 2017, des rencontres interparlementaires ont été organisées et en 2018, une Commission Parlementaire Mixte (CPM) a été [créée](#), à la suite d'une décision du Conseil d'Association UE-Algérie l'année précédente. La première réunion de la CPM s'est tenue à Bruxelles le 28 juin 2018.

NOTES

¹ Chiffres de 2017.

² Elles accusent une baisse en 2017 selon les chiffres de la Commission européenne, DG Commerce, avril 2018.

³ Source : [Commission européenne, DG Commerce, avril 2018](#), consulté en septembre 2018.

⁴ Le volet commercial est limité aux biens, y compris agricoles, aux services, à la concurrence et aux droits de la propriété intellectuelle.

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ ET DROITS D'AUTEUR

Ce document a été préparé à l'attention des Membres et du personnel du Parlement européen comme documentation de référence pour les aider dans leur travail parlementaire. Le contenu du document est de la seule responsabilité de l'auteur et les avis qui y sont exprimés ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement.

Reproduction et traduction autorisées, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source et information préalable avec envoi d'une copie au Parlement européen.

© Union européenne, 2018.

Crédits photo: © Marine26 / Fotolia.

ep@ep.europa.eu (contact)

www.ep.europa.eu (intranet)

www.europarl.europa.eu/thinktank (internet)

<http://epthinktank.eu> (blog)

